

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Une-caricature-de-Sarkozy-fait-des-vagues-en-France>

Une caricature de Sarkozy fait des vagues en France

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mercredi 17 octobre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La nouvelle affiche controversée de l'organisation syndicale étudiante en France montre le président Nicolas Sarkozy qui fait un doigt d'honneur.

Par Marc Thibodeau

[La Presse](#), Paris, Le mercredi 17 octobre 2007.

L'Union nationale des étudiants de France (UNEF) souhaitait attirer l'attention avec sa nouvelle campagne d'affichage mettant en vedette le président Nicolas Sarkozy. Le résultat a dépassé les attentes !

La nouvelle affiche de l'organisation syndicale étudiante, qui réclame des investissements accrus en éducation, montre le président en train de faire un doigt d'honneur.

Le geste est censé illustrer l'attitude de M. Sarkozy envers les étudiants, qui l'accusent d'avoir accordé des abattements fiscaux de 15 milliards d'euros aux plus riches tout en négligeant les promesses faites aux universités.

Mercredi dernier, trois membres de la section de l'UNEF de La Rochelle ont été interpellés par des policiers peu avant minuit. Ils s'affairaient, à la sortie d'une réunion tardive, à placarder des affiches dans le campus de leur établissement.

« Alors que nous finissions de poser la dernière affiche, les policiers se sont approchés pour nous demander ce que nous faisons. En voyant l'affiche, ils nous ont dit que son contenu posait peut-être problème. Cinq minutes après, ils nous ont annoncé que nous devons les suivre au poste, qu'il y avait outrage et dégradation légère », a relaté hier Thomas Thimonier, président de la section locale de l'UNEF.

M. Thimonier a ensuite été interrogé pendant près d'une heure. « Ils m'ont demandé ce que je pensais de l'affiche. Ils m'ont aussi demandé si j'aurais placardé une affiche montrant le président avec une croix nazie ou le bras levé, faisant un salut hitlérien. Je leur ai dit que ce n'était pas le style de notre organisation et que la question ne se posait donc pas », relate-t-il.

Le jeune homme de 23 ans, qui n'a jamais eu maille à partir avec la justice, croit que l'intervention des policiers était une mesure d'intimidation qui constitue une « atteinte à la liberté d'expression syndicale ».

L'affaire est loin d'être close puisque le procureur au dossier doit maintenant décider s'il y a lieu de poursuivre les militants pour « outrage à magistrat », le président étant considéré comme premier magistrat de France. Ce chef d'accusation est prévu dans la loi française depuis plus d'un siècle.

« Il faut vraiment aller chercher loin pour essayer de nous coincer... Des caricatures comme celle de l'affiche, il y en a dans toutes les publications du pays », dénonce M. Thimonier.

L'UNEF, qui presse la justice française d'abandonner l'affaire, dit espérer que « la susceptibilité du président ne va pas déborder à ce point-là ».

Zèle des policiers

Une caricature de Sarkozy fait des vagues en France

« Ce qui est arrivé est très choquant... À ma connaissance, on a toujours le droit de se dire mécontent du gouvernement sans courir le risque d'être emmené au poste de police », a déclaré Juliette Griffond, porte-parole de l'UNEF.

Les arrestations survenues à La Rochelle, juge Mme Griffond, découlent d'abord et avant tout d'un excès de zèle des policiers. Mais leur intervention prendra une tournure nettement plus politique si le procureur décide d'aller de l'avant avec les accusations.

L'organisation syndicale n'a de toute manière aucune intention d'interrompre sa campagne, qui prévoit la pose de plus de 10 000 affiches.

« Le ministère de l'Enseignement supérieur l'a vue avant qu'elle sorte. Ils ne l'aiment pas mais ils savent que ça ne sert à rien de nous demander de reculer. Ils auraient préféré une campagne plus tranquille », note la porte-parole de l'UNEF.

« Les étudiants adorent l'affiche. Ils nous en demandent pour les installer dans leur logement », dit-elle.

Le service de presse de l'Élysée n'a pas répondu hier aux demandes d'entrevue de La Presse.

La mésaventure des étudiants rappelle celle de deux jeunes militants originaires de Mulhouse qui avaient été accusés d'outrage à magistrat l'année dernière pour avoir critiqué l'ex-président Jacques Chirac.

Ils avaient été interpellés par les policiers alors qu'ils s'apprêtaient à déployer une banderole sur laquelle était écrit « Chirac au zoo, libérer les animaux ! » La poursuite a finalement été abandonnée en raison d'un vice de procédure.